

Le virus bureaucratique

Jacques Bichot, économiste, 27/05/2020

<http://www.economiematin.fr/news-virus-bureaucratie-france-complexite-administration-reforme-cout-bichot>

La crise sanitaire n'est certes pas une peccadille, mais la façon terriblement bureaucratique dont se comporte la Présidence et le Gouvernement me paraît aussi grave. Avec une différence : nous avons les plus grandes chances de venir à bout de la pandémie, tandis que nous ne savons pas comment résoudre le problème posé par l'amateurisme de nos dirigeants et leur goût pour les procédures les plus bureaucratiques.

Question pandémies, l'humanité en a vu d'autres, comme la grippe asiatique de 1956-1958, qui aurait fait au moins un million de morts, et peut-être plusieurs millions, ou celle dite de Hong-Kong en 1968, à laquelle on attribue aussi un million de décès, et surtout, en remontant encore un peu dans le temps, la grippe espagnole de 1918-1919, qui a fait un nombre de victimes peut-être supérieur à celui de la « Grande Guerre », plusieurs dizaines de millions. A chaque fois, l'humanité a surmonté l'épreuve : notre espèce est résiliente, et les progrès qu'elle fait dans le domaine de la biologie et de la médecine sont de nature à nous donner confiance.

La bureaucratie, nécessaire et dangereuse

Notre espèce a également fait de grands progrès dans l'art de faire vivre ensemble des quantités de plus en plus grandes d'êtres humains. Nos lointains ancêtres vivaient en petits groupes, puis ils sont parvenus à former des entités de plus en plus importantes, regroupant des millions de personnes (Egypte pharaonique, puis empire romain d'un côté du globe, empire chinois de l'autre). Ces structures politiques fonctionnaient grâce à des bureaucraties : ni les pyramides ni la Grande muraille n'auraient été édifiées sans l'activité intelligente et diligente de très nombreux scribes, et d'une élite de responsables administratifs, souvent d'ailleurs investis de responsabilités politiques, comme le furent en France, sous Louis XIV, un Colbert et un Louvois.

Indubitablement, pour administrer une population, un pays, un empire, il faut des bureaux. Les grands groupes informatiques essaient parfois de faire croire qu'ils sont encore des structures vouées à la créativité, qui n'ont pas secrété la graisse bureaucratique qui pèse sur les Etats tout en assurant leur fonctionnement, mais c'est une façade, un déguisement. En fait, elles soumettent leur personnel et leurs usagers à leur immense pouvoir d'édicter et de faire respecter des millions de règles. Les nations font de même, *mutatis mutandis* : les citoyens sont soumis à des règles en nombre incalculable.

Dans un récent article (*Les Echos* du 26 mai), le philosophe libertaire Gaspard Koenig parle de 400 000 normes en vigueur dans notre pays. Et l'une des activités principales de l'Union européenne est d'ajouter des normes européennes aux normes des Etats-membres. C'est grâce à elles que, par exemple, de petits hôtels qui hébergent une personne handicapée

tous les cinq ou dix ans doivent s'équiper d'ascenseurs et de larges couloirs comme s'il s'agissait de leur principale clientèle.

Indispensable à dose raisonnable, la bureaucratie devient un fardeau difficilement supportable lorsqu'elle prolifère. Et la pandémie actuelle nous donne l'occasion d'observer une telle prolifération. L'obligation de porter sur soi un papier indiquant la raison d'une sortie de son domicile lors du confinement est un exemple admirable : au lieu de dire au pandore : « je vais à la boulangerie place du maréchal Juin », il fallait lui tendre un papier. La limitation des déplacements qui vint ensuite, avec le déconfinement, est un autre exemple de stupidité bureaucratique : en quoi faire 200 km au lieu de cent, parce que l'on a une résidence secondaire un peu plus éloignée, pourrait-il bien favoriser la propagation du virus ? G. Koenig appelle cela « le sadisme bureaucratique » : pas sûr qu'il ait tort !

Comment limiter le pouvoir des bureaux à ce pour quoi il est vraiment utile ?

Le phénomène bureaucratique a été étudié, des années 1950 aux années 1990, par l'un de nos plus grands sociologues, Michel Crozier. Ses ouvrages « savants », *Petits fonctionnaires au travail*, en 1956, puis *Le phénomène bureaucratique*, en 1963, partent d'une observation minutieuse du fonctionnement de certaines administrations. Avec *La société bloquée*, en 1970, il passe de la monographie à l'analyse. Et il en arrive un quart de siècle plus tard, en 1995, dans un ouvrage intitulé *La crise de l'intelligence ; essai sur l'impuissance des élites à se réformer*, co-écrit avec Bruno Tilliette, à donner totalement raison à Toqueville, écrivant que ce grand esprit « a déjà démontré que cette administration omniprésente, qui s'occupe de tout et qui sait toujours mieux que les citoyens ce qui leur convient, étouffe leurs initiatives, diminue leur intérêt pour le bien public et engendre constamment, par son agitation brouillonne, les problèmes qu'elle devra finalement résoudre. »

On ne peut donc pas dire que le phénomène d'hyper-bureaucratie, excroissance d'une fonction utile qui, à l'instar d'un cancer, devient mortifère, n'ait pas été analysé : le savoir existe, mais ceux qui nous gouvernent ne veulent pas de ce savoir, qui les amènerait à agir autrement qu'ils ont pris l'habitude de le faire. Notre Président et la plupart de ses ministres se conduisent de la façon que Crozier a si bien analysée ; il semble que leur culture, leur tournure d'esprit, soit enfermée dans le carcan des réflexes bureaucratiques.

La tête est malade, et de même que, selon le proverbe, le poisson pourrit par la tête, c'est de la conversion de notre tête politique que peut venir le salut. S'il n'y a pas un changement au plus haut niveau, si l'exercice du pouvoir continue à être confondu avec la ponte de règlements en tous genre, la pandémie actuelle finira quand même par passer, comme toutes les pandémies, mais l'impotence de notre France et de notre Europe restera aussi grande.